

Mahshahr : licenciements de masse, absence de contrôle, abandon des travailleurs après les bombardements



Les travailleurs de la zone pétrochimique de Mahshahr dénoncent une situation de crise sociale majeure consécutive aux bombardements du 4 avril 2026 , ainsi que leurs conséquences économiques.

Sous prétexte de « chômage temporaire », des milliers de salariés ont été écartés de leur emploi, tandis que de plus en plus d'entreprises transforment cette situation en licenciements définitifs.

Certaines informations ont été rapportées par l'Agence de presse du travail iranienne (ILNA), citant Ebrahim Pirayesh, secrétaire exécutif de la « Maison des travailleurs » de Bandar Mahshahr, une organisation inféodée au régime,

D'après celles-ci, de nombreuses entreprises procèdent aujourd'hui à des réductions d'effectifs en dehors de tout cadre légal. Des sociétés comme Petronad, filiale et sous-traitante du complexe pétrochimique de Maroun, ont déjà licencié des travailleurs.

L'usine de fabrication de tubes de Mahshahr est également concernée par des licenciements massifs. Dans plusieurs entreprises, les suppressions d'emplois touchent généralement entre trente et quarante travailleurs, et parfois plus d'une centaine de salariés à la fois.

Aucune transparence n'est assurée sur l'ampleur réelle des licenciements. Les entreprises invoquent le caractère « confidentiel » des données relatives à leurs effectifs, empêchant toute évaluation précise de la situation. Dans le même temps, les travailleurs licenciés ont manifesté devant les institutions gouvernementales, sans obtenir de réponse concrète ni de mesures de protection sociale effectives.

Selon des responsables syndicaux, seuls cinquante travailleurs licenciés ont pu accéder aux allocations chômage. Dans les Zones économiques spéciales et franches, l'absence de supervision effective du ministère de la Coopération, du Travail et de la Protection sociale laisse les entreprises agir sans contrôle réel.

Cette situation met en lumière une double crise : celle des destructions causées par les attaques militaires, et celle d'un système économique qui organise l'abandon des travailleurs. Les secteurs sidérurgique et pétrochimique figurent parmi les plus durement touchés, avec des conséquences sociales évaluées à grande échelle.

Face à cette situation, les travailleurs exigent la reconnaissance des licenciements, la protection des emplois, la transparence des chiffres et l'application effective du droit du travail dans toutes les zones économiques spéciales.